



Doc. 13569

02 juillet 2014

Définir des indicateurs sociaux et publier un rapport annuel sur les droits sociaux

Proposition de résolution

déposée par M. Konstantinos TRIANTAFYLLOS et d'autres membres de l'Assemblée

Cette proposition n'a pas été examinée par l'Assemblée et n'engage que ses signataires

«L'Europe connaît actuellement la plus grave récession économique depuis la seconde guerre mondiale. L'effondrement du système financier mondial en 2008 a fait place à une nouvelle réalité politique placée sous le signe de l'austérité, qui menace plus de soixante ans de solidarité sociale et de développement de la protection des droits de l'homme dans les Etats membres du Conseil de l'Europe.» C'est par ces mots que s'ouvre le document thématique de novembre 2013 du Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe.

Lorsqu'ils abordent la crise, les députés, tout comme les gouvernements de nombreux pays européens, se retrouvent seuls pour faire face aux tragiques dilemmes qui ont conduit à des évolutions défavorables en matière de droits sociaux. Mise sous pression, l'Union européenne a introduit, dans une certaine mesure, des indicateurs sociaux dans le programme du Semestre européen. Ainsi, pour le mois de juin actuel, la Commission européenne a proposé des recommandations par pays sur les politiques financières et sociales.

La lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale fait partie des cinq objectifs de l'Union européenne, dans le cadre du plan «Europe 2020». C'est un objectif commun, qui combine à la fois l'action nationale et l'action à l'échelle de l'Union européenne.

Cependant, il n'y a pas d'indicateur sur des conditions de travail décentes, la pauvreté des enfants et l'égalité entre les femmes et les hommes, en vue de tirer des conclusions spécifiques sur les droits sociaux dans chaque Etat membre.

Le Conseil de l'Europe a élaboré la Charte sociale européenne et, par conséquent, un mécanisme de suivi au niveau du Comité des Ministres.

L'Assemblée parlementaire devrait donc définir des indicateurs sociaux conformes à la Charte sociale européenne et publier un rapport annuel avec les conclusions de la situation sociale dans les Etats membres, en se fondant sur ces indicateurs sociaux et sur le degré de respect des engagements concernant les droits sociaux.

Signé (voir au verso)



*Signé*¹:

TRIANTAFYLLOS Konstantinos, Grèce, SOC
ANDREOLI Paride, Saint-Marin, SOC
ARIB Khadija, Pays-Bas, SOC
BAKOYANNIS Theodora, Grèce, PPE/DC
BLONDIN Maryvonne, France, SOC
BONET PEROT Sílvia Eloísa, Andorre, SOC
BOURZAI Bernadette, France, SOC
CHRISTOFFERSEN Lise, Norvège, SOC
CILEVIČS Boriss, Lettonie, SOC
CONNARTY Michael, Royaume-Uni, SOC
CORSINI Paolo, Italie, SOC
CROZON Pascale, France, SOC
DAVIES Geraint, Royaume-Uni, SOC
DÍAZ TEJERA Arcadio, Espagne, SOC
DRAGASAKIS Ioannis, Grèce, GUE
FIFOR Mihai-Viorel, Roumanie, SOC
FINCKH-KRÄMER Ute, Allemagne, SOC
FLEGO Gvozden Srećko, Croatie, SOC
GIANNAKAKI Maria, Grèce, SOC
GIOVAGNOLI Gerardo, Saint-Marin, SOC
HAGEBAKKEN Tore, Norvège, SOC
HÄGG Carina, Suède, SOC
JONICA Snežana, Monténégro, SOC
JURATOVIC Josip, Allemagne, SOC
KOVÁCS Elvira, Serbie, PPE/DC
KRAG Astrid, Danemark, SOC
KYRIAKIDES Stella, Chypre, PPE/DC
KYRIAKIDOU Athina, Chypre, SOC
LE BORGN' Pierre-Yves, France, SOC
LE DÉAUT Jean-Yves, France, SOC
MAELEN Dirk, Van der, Belgique, SOC
MAGRADZE Guguli, Géorgie, SOC
MAHOUX Philippe, Belgique, SOC
MAURY PASQUIER Liliane, Suisse, SOC
McNAMARA Michael, Irlande, SOC
MULIĆ Melita, Croatie, SOC
NICOLAIDES Nicos, Chypre, SOC
NICOLETTI Michele, Italie, SOC
OBRADOVIĆ Žarko, Serbie, SOC
OHLSSON Carina, Suède, SOC
ORELLANA Luis Alberto, Italie, ADLE
PIPILI Foteini, Grèce, PPE/DC
RAWERT Mechthild, Allemagne, SOC
SAAR Indrek, Estonie, SOC
SALTOUROS Dimitrios, Grèce, SOC
SCHENNACH Stefan, Autriche, SOC
SENIĆ Aleksandar, Serbie, SOC
STOILOV Yanaki, Bulgarie, SOC
STRIK Tineke, Pays-Bas, SOC
SYDOW Björn, von, Suède, SOC
TALIADOUROUROS Spyridon, Grèce, PPE/DC
TERRIER Gérard, France, SOC
TZAVARAS Konstantinos, Grèce, PPE/DC
VRIES Klaas, de, Pays-Bas, SOC

1. ADLE: Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe
GUE: Groupe pour la gauche unitaire européenne
PPE/DC: Groupe du Parti populaire européen
SOC: Groupe socialiste

VUČKOVIĆ Nataša, Serbie, SOC